

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1984/NGO/9
31 août 1984

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Trente-septième session
Point 4 de l'ordre du jour

EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DANS LES DOMAINES QUI
ONT DEJA FAIT L'OBJET D'UNE ETUDE OU D'UNE ENQUETE
DE LA PART DE LA SOUS-COMMISSION

Communication écrite présentée par la Communauté internationale baha'ie,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif
(catégorie II)

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après qui est distribuée
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[28 août 1984]

A l'occasion de la mise à jour de l'Etude sur la question de la prévention
et de la répression du crime de génocide, la Communauté internationale baha'ie
tient à faire les observations et les suggestions suivantes :

1. Teneur de l'Etude

A notre avis, l'Etude sur le génocide ferait davantage autorité si on
l'étoffait par des exemples précis de génocide, puisés dans l'actualité ou dans un
passé assez récent en exposant notamment toute mesure que la communauté inter-
nationale a prises ou a tenté de prendre pour faire face à ces situations. Ces
renseignements permettraient de faire mieux comprendre le problème du génocide :

- a) En mettant en évidence l'urgence de ce grave problème qui, en dépit de
son actualité, est souvent examiné d'une manière abstraite ou replacé dans un
contexte historique;
- b) En illustrant par des exemples concrets nombre des observations théoriques
formulées dans l'Etude;
- c) En faisant mieux connaître la sociopsychologie du génocide et les
situations dans lesquelles les risques de génocide sont les plus grands;
- d) En mettant en lumière les problèmes qui empêchent actuellement la
communauté internationale d'intervenir pour prévenir et réprimer le crime de
génocide.

GE.84-13027

2. Sources - législation

Dans les études de ce type, on s'intéresse normalement à la législation adoptée par les Etats pour sauvegarder les différents droits de l'homme en cause et prévenir ou réprimer toute violation. A notre avis, si l'on veut pouvoir établir un rapport vraiment complet sur le génocide il convient de s'intéresser également à toute législation qui semble avoir été adoptée dans le but de faciliter ou même en fait de permettre la perpétration d'un génocide.

3. Mesures à prendre à l'échelon national pour prévenir le génocide

Comme on l'a souligné à maintes reprises dans l'Etude, le crime de génocide est presque toujours commis sur l'ordre ou avec la complicité du gouvernement en place. Dans ces conditions, s'il existe une législation nationale visant à prévenir, enrayer ou réprimer le génocide, elle est purement et simplement ignorée. Il est donc clair que l'adoption d'une législation nationale relative au génocide ne suffira pas, en soi, à prévenir un génocide.

Nous estimons (tout comme l'auteur de l'Etude) que le seul moyen vraiment efficace de prévenir le génocide est l'éducation car c'est par l'éducation et non par la législation que l'on modifie les mentalités et partant, les comportements qui en sont le reflet.

Il ne suffit pas bien sûr d'enseigner et de faire admettre que le génocide est un crime contre l'humanité. Il faut dispenser un enseignement qui amène les individus à modifier leur façon de penser au point qu'ils se refusent instinctivement à imaginer que le génocide puisse être utilisé à des fins politiques, économiques ou sociales et que l'idée qu'ils puissent vouloir être mêlés à un tel crime leur paraisse inconcevable.

Pour parvenir à changer les mentalités des uns et des autres, il faut avant toutes choses enseigner à chaque individu, dès son plus jeune âge, un principe vital et une vérité première : l'unicité de l'espèce humaine.

4. Mesures à prendre à l'échelon international pour prévenir, enrayer et réprimer le génocide

Diverses mesures ont été proposées pour intensifier les efforts de la communauté internationale en vue de prévenir, d'enrayer et de réprimer les actes de génocide y compris a) l'adoption de nouveaux instruments internationaux, b) l'élaboration d'un protocole additionnel à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide donnant compétence aux tribunaux des pays autres que ceux sur le territoire desquels le crime de génocide a été commis pour connaître de ce crime et c) la création de la juridiction pénale internationale comme proposée à l'article VI de la Convention.

Mais, vu a) que beaucoup d'Etats ne sont même pas disposés à adhérer à la Convention en vigueur, b) que, d'une manière générale, les Etats hésitent à céder une parcelle de leur juridiction interne à un organe supranational et c) qu'il n'existe actuellement aucun mécanisme pouvant contraindre un gouvernement récalcitrant à se conformer au droit international, nous doutons qu'aucune des mesures visées plus haut puisse actuellement aider à prévenir ou à réprimer le crime de génocide.

De l'avis de la Communauté internationale baha'ie, l'élimination définitive des crimes contre l'humanité et l'avènement d'une justice universelle passent par l'instauration d'un ordre mondial véritablement international, lequel suppose la création d'une communauté mondiale des nations et la mise en place d'un parlement mondial auquel les Etats conféreraient le pouvoir de légiférer et de veiller à ce que les lois soient universellement appliquées. Ce nouvel ordre mondial verra le jour lorsque les nations et les peuples du monde auront reconnu l'unicité de l'espèce humaine.

5. Suggestions en vue de la création d'un nouvel organe international qui s'occuperait exclusivement de la question du génocide

Nous estimons qu'actuellement le meilleur moyen de prévenir et d'enrayer le génocide est de créer dans le cadre des Nations Unies un nouvel organe international qui s'occuperait exclusivement de la question du génocide et qui serait chargé d'examiner les allégations de génocide, d'effectuer des enquêtes pour en vérifier le bien-fondé et de prendre d'urgence des mesures pour mettre un terme au génocide partout où l'on sait que ce crime est perpétré.

Outre les décisions que l'organe international pourrait lui-même prendre, il y a tout lieu de penser que le silence étant le plus grand allié de tout gouvernement qui cherche à perpétrer un génocide, et la publicité et la condamnation internationales ses plus grandes ennemies - l'opprobre encouru par tout gouvernement reconnu coupable d'avoir violé la Convention, par un organe international de haut niveau composé de membres connus pour leur compétence et leur impartialité aurait un effet dissuasif. Nous suggérons donc que l'on étudie la possibilité de réviser la Convention en vigueur en la complétant par des dispositions appropriées prévoyant la création d'un comité sur le génocide qui serait directement issu de la Convention et qui s'occuperait exclusivement de la question du génocide. A notre avis, ce Comité devrait s'intéresser aux faits plutôt qu'à des points de droit. Il jouerait en quelque sorte le rôle de "vigile" : toutes les allégations de génocide lui seraient automatiquement renvoyées pour qu'il les examine. Pour pouvoir intervenir utilement lorsqu'il aurait de bonnes raisons de croire, sur la base d'indications dignes de foi, qu'un génocide est en train d'être commis, le Comité devrait être habilité a) à inviter l'Etat partie mis en cause à soumettre des observations sur les allégations de génocide et b) s'il le juge nécessaire, à charger un ou plusieurs de ses membres d'effectuer une enquête confidentielle et de lui faire rapport rapidement.

En bref, le Comité devrait avoir des pouvoirs similaires à ceux qu'il est prévu de conférer au Comité contre la torture dans le projet de convention contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (E/CN.4/1984/72), que l'Assemblée générale examinera à sa trente-neuvième session.

Comme les autres organes créés en application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (dont il se rapprocherait beaucoup pour ce qui est tant de la composition que des procédures), le Comité sur le génocide devrait faire rapport chaque année à l'Assemblée générale, mais il devrait aussi pouvoir saisir immédiatement le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de toute situation d'urgence.

Créer un comité en application de la Convention présenterait plusieurs avantages; cela permettrait :

- a) D'éviter autant que possible la politisation de la question du génocide.
- b) De s'assurer le concours d'"experts indépendants" extrêmement compétents;

- c) De réagir plus promptement en cas de génocide puisque les plaintes faisant état de ce crime n'auraient plus à être examinées par les différents organes des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme;
- d) D'attirer l'attention de la communauté internationale sur le problème du génocide qui pour l'instant est laissé au second plan.

Nous n'ignorons pas que toute révision de la Convention doit être demandée par un Etat partie et doit ensuite être approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies et nous savons parfaitement que cette approbation n'est pas facile à obtenir. Cependant, il convient, à notre avis, de s'engager sur cette voie, car le génocide qui constitue le principal "crime contre l'humanité" est hélas toujours d'actualité et la communauté internationale doit, sans plus attendre s'attaquer résolument à ce fléau.

Si la proposition visant à créer un comité sur le génocide en application de la Convention devait être rejetée, nous suggérerions de constituer un groupe de travail sur le génocide dans le cadre de la Commission des droits de l'homme.